

Brochure n° 3310

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2306. – MÉTIERES DU VERRE**

DÉNONCIATION PAR LETTRE DU 23 JUIN 2017  
DE L'UMV DE LA CONVENTION COLLECTIVE, DE SES ACCORDS ET ANNEXES

NOR : ASET1750678M  
IDCC : 2306

Paris, le 23 juin 2017.

*UMV*  
*114 rue La Boétie*  
*75008 Paris*

Monsieur,

Par la présente, nous vous notifions la dénonciation de la convention collective IDCC 2306, union des chambres syndicales des métiers du verre ainsi que ses accords et annexes :

1. Convention collective nationale de l'union des chambres syndicales des métiers du verre du 18 décembre 2002 et ses avenants de révision et notamment ceux relatifs à la prévoyance, à l'épargne salariale, ceux du 25 novembre 2004 et du 8 février 2005 ;
2. Annexe I relative au système de classification des niveaux de qualification de la convention collective nationale de l'union des chambres syndicales des métiers du verre ;
3. Annexe II relative aux salaires garantis et rémunération minimale annuelle garantie de la convention collective nationale de l'union des chambres syndicales des métiers du verre ;
4. Annexe III relative au remboursement de frais de déplacements et de séjour des délégués syndicaux de la convention collective nationale de l'union des chambres syndicales des métiers du verre ;
5. Annexe IV relative à la durée et l'aménagement du temps de travail de la convention collective nationale de l'union des chambres syndicales des métiers du verre ;
6. Annexe V relative à l'indemnité complémentaire maladie et accident ;
7. Accord du 22 mars 2006 relatif à la formation professionnelle ;
8. Accord du 19 avril 2013 relatif à l'adhésion de la branche de la verrerie à la main travaillée au chalumeau à la convention collective de l'union des métiers du verre ;
9. Accord du 30 octobre 2014 relatif aux salaires minima.

Conformément aux dispositions légales, cette dénonciation est précédée d'un préavis de 3 mois à l'issue duquel la convention et les accords précités continueront à produire effet pendant une durée d'une année sauf nouvelle convention ou accord de substitution conclu dans ces délais.

La présente dénonciation fait l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail, ainsi qu'au conseil de prud'hommes de Paris.

Veillez croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.